

Pays : Autriche

Commission : Migration

Problématique : « Europe terre d'accueil : quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE ? »

L'Autriche, un pays enclavé au cœur de l'Europe, partage des frontières avec l'Allemagne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, l'Italie, la Suisse et le Liechtenstein. Classée treizième en termes de superficie parmi les nations européennes, l'Autriche joue un rôle crucial dans les questions liées à l'immigration en raison de sa position géographique favorable, offrant un accès direct à l'Europe par voie terrestre.

Avec une population de 8,6 millions d'habitants et une superficie totale de 84 000 km², Vienne, la capitale autrichienne, est également la plus grande ville du pays. Rejoignant l'Union européenne le 1er janvier 1995, l'Autriche a renforcé ses liens économiques et politiques avec d'autres nations européennes, devenant un acteur clé au sein de l'UE.

L'histoire complexe de l'Autriche, marquée par des changements dynastiques, des guerres et des périodes de prospérité culturelle, s'inscrit dans une trame contemporaine où le pays émerge en tant que nation moderne et prospère.

Économiquement, l'Autriche se distingue par son niveau de vie élevé et son secteur manufacturier avancé. Les industries clés comprennent la construction mécanique, l'industrie chimique, l'industrie alimentaire, l'énergie et le tourisme. Avant la pandémie, le taux de chômage était relativement bas, mais des fluctuations ont été observées, avec un taux d'environ 5,1% en 2023. Malgré les défis, l'Autriche continue d'attirer des visiteurs du monde entier grâce à ses paysages pittoresques et à son riche patrimoine culturel, où l'excellence artistique et économique coexistent harmonieusement.

Politiquement, l'Autriche, république fédérale dotée d'un système démocratique, est dirigée par un président de la République en tant que chef de l'État et un chancelier en tant que chef du gouvernement. Le parlement bicaméral, composé du Conseil national (Nationalrat) et du Conseil fédéral (Bundesrat), reflète le principe de représentation démocratique.

Membre de l'Union européenne depuis 1995, l'Autriche joue un rôle actif sur la scène internationale en promouvant la paix, la coopération et les droits de l'homme. Vienne, la capitale, est un centre diplomatique majeur, abritant des organisations internationales telles que l'ONU et l'AIEA.

Le gouvernement actuel, composé principalement de groupes de droite au conseil national, présente une particularité avec un président, Alexander Van Der Bellen, issu du parti de gauche (social-démocrate). Au cours des années 1970, Van Der Bellen a rejoint le groupe socialiste autrichien (SPÖ) pendant sa carrière universitaire. En ce qui concerne l'immigration, l'Autriche, en tant que point d'entrée des migrants dans l'Union européenne, montre une réticence croissante en raison de l'augmentation marquée des arrivées. Ces dernières années, l'Autriche a renforcé ses frontières. Une coordination entre le gouvernement autrichien et l'UE pour améliorer l'intégration des immigrants et des réfugiés

nécessite un dialogue ouvert, une répartition équitable des responsabilités, des programmes d'intégration, le soutien financier de l'UE, la participation des ONG et de la société civile, ainsi que des politiques communes au niveau européen.

Depuis les tragédies en Méditerranée et les attentats de Paris en novembre 2015, l'immigration est devenue un sujet central du débat public, suscitant des tensions liées aux conditions des réfugiés et aux inquiétudes concernant l'islam. En Autriche, où environ 20 % de la population a des origines immigrées, principalement issues de pays de l'UE, notamment concentrées à Vienne, la crise migratoire de 2015 a entraîné l'expulsion de 8 300 réfugiés, le rejet de plus de 15 000 demandes d'asile, et la présence de 90 000 migrants en attente de régularisation.

Le débat sur l'établissement de quotas d'accueil divise l'Europe entre partisans d'une ouverture des frontières et ceux prônant leur renforcement voire leur fermeture. En 2016, une réunion à Vienne, initiée par l'Autriche, a conduit à la fermeture de la route des Balkans, soulignant la nécessité d'une surveillance coordonnée des frontières de l'UE. Lors du premier tour de la présidentielle autrichienne, qui a eu lieu le 24 avril 2016, le candidat Norbert Hofer du FPÖ, un parti d'extrême droite, est arrivé en tête. Le thème de l'immigration a été très exploité par ce parti, qui prône notamment la fermeture des frontières aux réfugiés ne provenant pas de l'Europe. Mais c'est finalement Alexander van der Bellen qui a été élu au deuxième tour avec 50,3 % des voix.

Face aux opérations de solidarité de l'UE envers les réfugiés, certains pays d'Europe de l'Est maintiennent leur réticence à la répartition, privilégiant l'accueil de réfugiés chrétiens. Répondant à la montée de l'extrême droite, le Parlement autrichien a adopté en 2016 une loi permettant de déclarer un "état d'urgence" migratoire, restreignant le droit d'asile. L'Autriche a également annoncé son intention de limiter le nombre de migrants accueillis, amorçant la construction d'une clôture à sa frontière avec l'Italie en mars 2016, justifiée par le constat d'un nombre croissant de réfugiés sur les côtes italiennes. Vienne estime que les frontières extérieures de Schengen ne sont pas efficacement protégées et reproche à l'Italie de ne pas tout mettre en œuvre pour empêcher la poursuite du flux migratoire vers les destinations riches de l'Allemagne. Ces mesures visent également à exercer une pression sur l'UE en vue d'accélérer la mise en œuvre de dispositifs visant à freiner l'immigration.

L'Autriche a accueilli 74 000 nouveaux immigrants, une hausse de 17 % par rapport à 2020. Parmi eux, 62,9 % sont venus dans le cadre de la libre circulation, 2,8 % en tant que migrants de travail, 17,1 % en tant que membres de la famille, et 16,5 % en tant que migrants humanitaires. Les étudiants internationaux ont obtenu 4 000 permis, et 18 000 ont été attribués aux travailleurs migrants temporaires et saisonniers. En parallèle, les détachements intra-UE ont atteint 221 000, en baisse de -5 % par rapport à l'année précédente. Les nationalités principales parmi les nouveaux arrivants étaient allemandes, roumaines et syriennes, avec une augmentation significative de 9 600 immigrants syriens.

Le nombre de primo-demandeurs d'asile a explosé de 180 %, atteignant environ 106 000. Les principaux demandeurs provenaient d'Afghanistan (24 000), d'Inde (19 000) et de Syrie (19 000). Les ressortissants indiens ont connu une augmentation remarquable de 18 000. Sur les 39 000 décisions prises, 42 % ont été favorables. L'émigration des citoyens autrichiens vers

les pays de l'OCDE a diminué de -5 %, touchant 16 000 personnes, principalement dirigées vers l'Allemagne (36 %), la Suisse (17 %) et la Turquie (13 %).

La réforme de la carte rouge-blanc-rouge (R-B-R) en octobre 2022 a simplifié l'accès au marché du travail. Elle a introduit une nouvelle catégorie pour les travailleurs saisonniers, ajusté les salaires minimums, supprimé ces exigences pour les diplômés universitaires, et prolongé la validité des diplômes de langue de un à cinq ans. La procédure de demande a été simplifiée avec la création d'un centre de services dédié. Depuis le 21 octobre 2022, tous les résidents légaux de pays tiers peuvent demander la carte R-B-R.

Depuis le 1er janvier 2022, une nouvelle réglementation pour les travailleurs saisonniers a été mise en place, permettant certains permis sans examen du marché du travail. La liste des métiers en tension s'est élargie à 68 métiers, et une nouvelle catégorie de carte R-B-R a été créée. Les quotas dans le tourisme et l'agriculture ont augmenté de 1 000 unités en mai 2023. L'investissement minimum pour les créateurs d'entreprise a été réduit de 50 000 EUR à 30 000 EUR.

Le 1er décembre 2022 a vu l'entrée en vigueur d'un accord complémentaire sur les soins de base, augmentant les allocations mensuelles pour le logement et les repas. L'offre de cours d'allemand a été élargie, avec des cours gratuits à différents niveaux.

La transposition de la Directive "carte bleue européenne" en octobre 2022 a simplifié certains aspects. Depuis, les bénéficiaires du droit d'asile peuvent demander la carte. Des ajustements ont également été apportés aux réglementations concernant les documents requis pour les demandes de carte bleue européenne.

Face à cela des résolutions sont envisageable comme, faire des traités avec les pays ayant le taux de migration le plus fort ayant pour but de leur apporte de l'aide humanitaire, militaire ou autre selon le besoin par exemple avec le Niger qui est beaucoup affecté par le réchauffement climatique et qui a un taux de migration très élevé mais comme dit auparavant avec l'aide militaire cela fonctionne avec les pays victime de terrorisme et non pas les pays en guerre comme la Palestine, Ukraine ou autre, les habitants de pays en guerre ont le droit de rester sur le sol tant que le pays est en guerre après cela si ils ont aucun emplois ou ne sont pas utiles à la vie du pays alors ils seront renvoyé dans leur pays d'origine.

Il y a aussi\ comme ambition de coopérer avec plusieurs pays d'Europe pour mettre en place ses résolutions et faire avancer tout cela en Europe. Nous espérons avoir le soutien de la Grèce et de l'Italie qui sont eux aussi beaucoup affectés par ses vagues massives de migration durant ces dernières années.